Article Le Parisien suite à la conférence du 11/12/15

Palaiseau : la recherche aérospatiale française au régime sec

Julien Heyligen | Publié le Vendredi 11 Déc. 2015, 17h44 | Mis à jour : 17h44

Palaiseau. L'Office national d'études et de recherches aérospatiales a besoin des subventions de l'Etat pour mettre au point les innovations aérospatiales de demain et étudier le matériel, comme ici les moteurs d'avion. **(ONERA.)**

Tous les objets volants étiquetés bleu-blanc-rouge sont passés entre leurs mains expertes, du Mirage au Concorde, de l'Airbus A380 au Rafale ou encore les Falcon. Mais l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA), dont le siège se trouve à Palaiseau, est aujourd'hui en plein « décrochage ». Un mot soigneusement choisi par l'intersyndicale réunie ce vendredi pour alerter sur la situation économique de l'ONERA. « Avant de s'écraser, un avion décroche », formule Arnaud Ristori, responsable CGT.

Car l'ONERA, établissement public à caractère industriel (Epic) et commercial, vit de ses contrats passés avec des industriels et d'une subvention annuelle de l'Etat, dont l'enveloppe, en baisse régulière (124 M€ en 2010 contre 105 M€ en 2015), est actuellement discutée pour 2016 devant l'assemblée nationale et au sénat. « Nous partons encore sur 105 M€, déplore Gilles Marcon, délégué CFDT. A ce niveau, notre budget est en déséquilibre et nous piochons dans nos réserves. Nous régressons ».

« En Europe, nous sommes déjà passés derrière les Allemands dans l'aérospatial »

Plus grave, l'ONERA ne peut plus investir dans l'avenir. « Les industriels n'ont pas vocation à financer des projets sur 20 ans. La recherche dépend essentiellement de cette subvention », poursuit Gilles Marcon. « Airbus, c'est bien mais dans 15 ans, ils auront besoin de la recherche. Et en Europe, nous sommes déjà passés derrière les Allemands dans l'aérospatial », analyse Béatrice Sorrente, déléguée CFE-CGC. L'entretien du matériel existant laisse aussi à désirer. A Modane (Savoie), la grande soufflerie de l'ONERA, la plus puissante du monde, s'enfonce inexorablement dans le sol.

L'ONERA n'est pourtant pas, malgré sa renommée mondiale, un Epic gourmand en argent public. « Il est le seul en France à être subventionné à moins de 50 % de son budget », affirment les syndicats. Plusieurs parlementaires ont déposé un amendement pour passer la subvention à 120 M€. « Il a été rejeté en première lecture. Nous espérons qu'il sera approuvé en seconde lecture, afin de donner la bouffée d'oxygène indispensable au fonctionnement », espèrent les syndicats.